

«Taper sur Berlin est contre-productif»

Marc Semo

29 April 2013

Copyright 2013. SARL Liberation. All Rights Reserved.

Interview-Eurodéputée centriste, Sylvie Goulard estime que Paris devrait réinvestir le champ européen :

Députée européenne de l'Adle (Alliance des démocrates et libéraux) **Sylvie Goulard** (notamment auteur avec Mario Monti de De la démocratie en Europe, Flammarion), analyse la rhétorique antigermanique en vigueur.

Que révèle cette polémique ?

La relation franco-allemande est un sujet trop grave pour être ainsi instrumentalisé. Si l'on veut bouger les lignes dans l'UE, cela me semble la pire manière de s'y prendre. La démagogie intérieure en tapant sur Berlin est contre-productive. La bonne méthode serait d'être plus présent sur le front européen, dans les institutions communes et le débat politique des autres Etats membres. Je n'ai guère vu de propositions concrètes et crédibles de la part de ceux qui critiquent l'austérité : quelles sont leurs solutions pour faire redémarrer la croissance dans une Europe vieillissante ? L'endettement atteint des niveaux problématiques. On ne peut pas faire comme si ce problème n'existait pas. Au-delà de la polémique partisane, la question centrale est celle d'une France qui n'a pas clarifié son rapport à l'Europe. Tous les partis français, l'UMP autant que le PS, sont traversés par des tensions entre pro et anti-européens. Comme le montre la crise actuelle, le maintien de l'euro implique de créer une nouvelle démocratie européenne. Mais aucun leader politique n'a le courage de dire clairement qu'un changement d'échelle est requis.

François Hollande est-il ambigu sur les questions européennes ?

Il y a effectivement une part d'ambiguïté. Mais il y a surtout, au sein de cette équipe, une profonde méconnaissance de l'Allemagne, même si le Premier ministre est agrégé d'allemand. Ce n'était d'ailleurs guère mieux dans l'équipe précédente.

L'Allemagne s'inquiète-t-elle ?

Oui. L'Allemagne se sent bien seule dans la zone euro. A cause, bien sûr, de notre faiblesse économique - avec la baisse des exportations, la déchirure du tissu industriel et le manque de réformes -, mais aussi de notre faiblesse politique et démocratique. Au Bundestag, par exemple, les députés ont pris très au sérieux les enjeux des plans de sauvetage dans la zone euro, votés également par l'opposition sociale-démocrate. En France, de tels engagements, pourtant très lourds, n'ont pas fait l'objet de vraies discussions. L'état du débat sur l'Europe, si l'on se réfère à la dernière présidentielle et aux positions des principaux candidats, n'avait rien de rassurant aux yeux de Berlin. François Hollande promettait une illusoire renégociation du traité budgétaire, Nicolas Sarkozy évoquait une périlleuse remise cause de la libre circulation des personnes dans l'espace Schengen et François Bayrou appelait à «acheter français», au mépris du marché unique. Sans parler des vociférations de partis extrémistes. On reproche beaucoup à l'Allemagne son prétendu égoïsme, mais, dans les faits, le gouvernement allemand comme les députés d'opposition ne se sont jamais dérobés face à leurs responsabilités, ni dans la crise ni avant. Ils ont fait à la France des propositions qui ont été dédaignées : en 1992, en 1994 et en 2000, l'Allemagne a proposé une Europe plus intégrée dans la logique de l'euro. Elle utilise pleinement en Europe l'espace que la France lui a laissé avec sa politique à courte vue qui favorise l'intergouvernemental. Outre ses mérites propres, c'est la dérobade française qui a assis la puissance de l'Allemagne.

Le moteur franco-allemand est-il en panne ?

Je doute que l'on puisse encore parler de «moteur franco-allemand», et cela remonte à plusieurs années. Le mode de fonctionnement exclusif et brutal du couple «Merkozy» rebutait plus qu'il entraînait les autres Etats membres. Depuis, plus rien : plus de préparation commune des Conseils européens, pas de proposition commune, par exemple, lors des discussions - misérables- sur le budget européen en février. Et ce gouvernement a donné l'impression d'hésiter entre la responsabilité historique avec l'Allemagne - difficile mais féconde - et un rôle - facile mais incertain - de «capitaine» des pays du Sud mal en point. La seconde option serait un choix catastrophique. Le rôle de la France, son destin sans équivalent, est de faire le pont entre le «Nord» et le «Sud». Elle doit s'atteler à créer une Europe plus démocratique, plus crédible. Un projet sur lequel les Allemands aussi se retrouvent. La croissance viendra de l'unité, pas de la division.